



Exploitation sexuelle des enfants et adolescents : les voix des Africains

L'Afrique se prépare pour le Congrès mondial de Rio

Les experts et représentants des pays d'Afrique, y compris des enfants et adolescents, se sont réunis à Dakar, du 24 au 25 septembre 2008, pour faire le point sur l'évolution des divers phénomènes d'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents sur le continent depuis la Conférence arabo-africaine de Rabat (2004) et le deuxième Congrès mondial de Yokohama (2001).

L'objectif de cette réunion panafricaine est, dans un contexte où aucun pays ne peut prétendre être épargné par l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, de mieux définir les causes de ces phénomènes, d'en dégager les tendances et d'identifier les meilleures pratiques et approches afin de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents et de mieux les protéger.

A l'issue de cette réunion, des recommandations, qui seront présentées au Congrès de Rio ont été formulées : certaines normes sociales peuvent favoriser l'exploitation sexuelle des enfants ou être des obstacles à une prévention efficace et à la mise en place de réponses appropriées pour la protection de l'enfant, il faut donc travailler avec les populations concernées afin de faire évoluer certaines de ces normes. Il faut également promouvoir l'ensemble des attitudes, comportements ou pratiques traditionnelles « positives ».

Les facteurs économiques sont également des causes de l'exploitation sexuelle des enfants et adolescents. Il est nécessaire d'allouer plus adéquatement des ressources afin de développer de nouvelles stratégies de protection sociale s'adressant en particulier aux familles et aux enfants les plus vulnérables. D'autre part, un plaidoyer sur l'importance de l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté pour la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents doit être fait auprès des gouvernements et parlementaires ainsi qu'auprès de l'Union Africaine.

L'ensemble des instruments internationaux relatifs aux droits des enfants doit être ratifiés d'ici 2010. Il faut aussi établir un mécanisme pour garantir le suivi du Plan d'Action National en partenariat avec les acteurs de la société civile et faire de l'enregistrement des naissances une priorité nationale avec pour objectif d'atteindre l'enregistrement universel d'ici à 2013.

Pour lutter contre l'exploitation sexuelle dans et autour des écoles, il est nécessaire de renforcer les politiques de protection comme les centres d'écoute, il est également impératif d'appliquer de manière systématiques des sanctions à l'égard



des responsables des violences sexuelles. Les syndicats des enseignants et les cadres de l'éducation doivent être impliqués dans la gestion des abus sexuels sur les enfants. Il faut aussi renforcer les mécanismes communautaires de prise en charge des enfants et donner accès aux parents à une information pratique et pertinente sur ce fléau.

En matière de violence sexuelle fondée sur le genre dans les situations de conflit Il faut renforcer la coordination de la réponse humanitaire en mettant l'accent sur une approche concertée de tous les acteurs sans oublier le rôle essentiel du gouvernement. Des évaluations de qualité doivent être conduites pour ensuite en disséminer les leçons apprises. La qualité et la couverture des données liées à la violence sexuelle dans les situations de conflit ou de post-conflit doit être renforcées. Il faut aussi supporter les systèmes de protection de l'enfant au niveau communautaire en particulier dans les pays où les mécanismes institutionnels ne sont pas fonctionnels pendant les périodes de conflit. Documenter et partager les bonnes pratiques entre les ONGs, les gouvernements et la société civile en Afrique dans l'objectif de promouvoir leur adoption sur l'ensemble du continent est également important.

Pour renforcer la capacité des enfants à se protéger contre l'exploitation et les abus sexuels, les gouvernements africains sont appelés à intégrer dans leur programme scolaire un module de formation sur l'éducation sexuelle, notamment sur l'exploitation sexuelle des enfants. Les chefs traditionnels et coutumiers ont également un rôle actif à jouer dans la mobilisation communautaire. Il faut aussi impliquer les médias, TV radios... afin que les enfants puissent s'exprimer. Les enfants doivent apprendre à dire non à l'exploitation sexuelle, ils doivent briser les tabous, la culture du silence.

Les entreprises ont une responsabilité sociale à jouer et des partenariats existent. Il faut les renforcer et créer une alliance propre au secteur privé, gérée par le secteur privé ; renforcer également les liens entre les médias et l'industrie de l'information d'une part et les jeunes d'autre part afin de promouvoir une utilisation sécurisée d'Internet. Et enfin mettre en place des codes de conduite pour l'ensemble de l'industrie du tourisme en Afrique.

Pour de plus amples informations

Brigitte Helali, UNICEF RO + 221 77 502 73 89 bhelali@unicef.org

Laurent Duvillier, Save the Children Sweden RO + 221 77 637 66 04

laurentd@waf.savethechildren.se